



**Discours de Maryam Radjavi à la conférence « quatre décennies de crimes
contre l'humanité et d'impunité »**

21 Août 2023

Pour le 35e anniversaire du massacre des prisonniers politiques de 1988 en Iran
Le lundi 21 août s'est tenue une conférence intitulée « quatre décennies de crimes
contre l'humanité et d'impunité » pour le 35e anniversaire du massacre de 30.000
prisonniers politiques de 1988 en Iran. Elle a rassemblé des magistrats et juristes
internationaux de premier plan à Paris.

Parmi les personnalités qui ont pris la parole, on peut citer le Pr. Chile Eboe-Osuji,
président de la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye (2018-2021), la Pr.
Leila Nadya Sadat, conseillère spéciale du procureur de la CPI de La Haye en
matière de crimes contre l'humanité (2012-2023), le Pr. Wolfgang Schomburg,
juge au tribunal international de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie (2001-2008) et
ancien juge du tribunal international de l'ONU pour le Rwanda, le Pr. William
Schabas, président de la commission d'enquête indépendante de l'Onu sur le
conflit à Gaza (2014-2015) et président de l'Association internationale des
spécialistes du génocide (2009-2011), le Pr. Vilenas Vadapalas, juge à la cour de
justice de l'Union européenne (2004-2013), le Pr. Valerius Ciucă, juge à la cour
de justice de l'Union européenne (2007-2010), Oleksandra Matviichuk, Prix
Nobel de la Paix 2022, présidente du centre des libertés civiles, Sir Geoffrey Nice,
procureur principal au procès de Slobodan Milosevic à La Haye, Sheila Paylan,
chercheuse principale en droit international à l'APRI Arménie et ancienne

responsable des droits de l'homme et spécialiste de la violence sexuelle et sexiste au bureau des droits de l'homme des Nations unies durant quinze ans, le député britannique et ancien ministre David Jones, le Pr. Alejo Vidal-Quadras, président du Comité international pour la recherche de la Justice (ISJ) et ancien vice-président du Parlement européen (1999-2014), ainsi que Tahar Boumedra, directeur de Justice pour les victimes du massacre de 1988 (JVMI) et ancien directeur du bureau des droits de l'homme de l'ONU en Irak (2012).

Au début de la conférence, Maryam Radjavi a souhaité la bienvenue aux invités et lors d'un discours pour le 35e anniversaire du massacre de 1988 a déclaré que le temps est venu de mettre fin à l'immunité des dirigeants du régime en Iran face aux poursuites judiciaires et aux châtiments pour génocide.

Voici le texte de son intervention :

Honorables invités,

Chers compatriotes,

Je salue les experts et les juristes, ainsi que les amis de la Résistance qui assistent à cette conférence à l'occasion de l'anniversaire du massacre de 30.000 prisonniers Moudjahidine du peuple (OMPI)et autres militants.

Il y a 35 ans, dans cette période, les bourreaux aux ordres de Khomeiny, dont l'un des plus actifs était l'actuel président du régime, Ebrahim Raïssi, ont commencé à tuer des prisonniers de l'OMPI et ont continué en tuant des prisonniers marxistes et d'autres résistants. Mais le passage de 35 années depuis ce grand crime et la dissimulation ou la destruction des sépultures des victimes n'ont pu faire oublier ces héros.

C'est à n'en pas douter le plus grand massacre de prisonniers politiques après la Seconde Guerre mondiale dont les responsables n'ont toujours pas été sanctionnés. Chacune de ces victimes était un exemple de dévouement et d'intégrité et jouissaient d'une aura de bienveillance dans leur ville. Chacune avait un idéal : édifier une société libre, égale et avancée, une société libérée de l'ignorance, de l'oppression, de la contrainte et de l'injustice.

Le mouvement de la fidélité

Lorsqu'on leur a demandé de choisir entre abandonner la cause de l'OMPI et la pendaison, ces victimes ont choisi la seconde une par une, en toute connaissance de cause et la tête haute, c'est-à-dire, la cause de l'OMPI.

Puis dans les couloirs de la mort, selon les propres paroles de leurs bourreaux, elles sont allées vers leur destin en criant « à bas Khomeiny », « vive la liberté » et « Vive Massoud [Radjavi] ».

Ces scènes choquantes ne se sont pas terminées dans des salles remplies de nœuds coulants. Cet engrenage de tueries par les mollahs criminels s'est poursuivi jusqu'à ce jour. Car les résistances, les rébellions et les soulèvements du peuple iranien pour renverser le régime se sont poursuivis et se poursuivent.

Le massacre de 1988 est la conscience combattante de la société iranienne et il a gardé toute sa vigueur dans la mémoire de l'histoire de l'Iran.

Les mères, les pères et les proches des victimes recherchent toujours leurs tombes. Ils pensent encore aux derniers instants de leur vie, aux dernières choses qui leur restent d'eux, aux montres cassées pendant le massacre dont les aiguilles ont enregistré l'heure de l'exécution.

Non, ils ne pardonnent pas et n'oublient pas.

À cette époque, Khomeiny a ordonné que quiconque se maintenait en faveur de la cause des Moudjahidine du peuple devait être exécuté. Il ne savait pas que désormais, « rester fidèle » deviendrait le code de la résistance, de l'honneur et de la liberté. Adressons des milliers de salutations à ces héros et à la voie rouge de sang qu'ils ont parcourue.

Exécutés pour leur idéal

Mesdames et Messieurs,

La qualification juridique du massacre de 30.000 prisonniers politiques relève de votre compétence, éminents juristes. Selon tous les rapports, plus de 90% des exécutés étaient des rangs de l'OMPI. Depuis huit années avant le massacre, les plus hauts mollahs du régime disaient d'eux, que conformément à l'ordre de Khomeiny, il ne fallait respecter ni leur vie ni leurs biens.

Khomeiny considérait l'OMPI comme une menace pour l'existence religieuse et politique de son régime. En effet les Moudjahidine du peuple rejetaient son interprétation réactionnaire de l'islam et n'acceptaient pas la dictature du guide suprême, car pour eux l'islam est une religion de liberté et d'égalité.

Khomeiny a vu la survie de la dictature religieuse dans l'élimination des défenseurs de ces convictions, et c'est pour cette raison qu'il a écrit dans le décret ordonnant le massacre que les Moudjahidine du peuple sont des apostats et que celles et ceux qui leur demeurent fidèles doivent être exécutés.

Il voulait déraciner ce mouvement et cette idée, de telle manière que Montazeri, le successeur de Khomeiny à l'époque, avait écrit pour protester que l'OMPI est une logique et que les tuer ne la détruit pas mais la propage.

Quand Khomeiny a vu l'adhésion massive de la jeunesse à l'OMPI, il s'est senti

terriblement en danger, et dans un discours public le 25 juin 1980, il a souligné que « notre ennemi n'est pas en Amérique, ni en Union soviétique, ni au Kurdistan, mais ici-même sous nos yeux à Téhéran ». Enfin, à l'été 1988, Khomeiny a déclenché une tuerie de masse à Téhéran et dans plus de 130 villes d'Iran.

L'un des documents les plus importants et terribles à cet égard est son propre décret (fatwa) que vous avez pu voir tout à l'heure dans cette exposition.

L'instruction principale en est la suivante : « ceux qui, dans les prisons du pays, demeurent fidèles à leur défense de l'OMPI sont condamnés à mort. »

Sur cette base, chacune des victimes du massacre a été exécutée non pas à cause de ses actes, mais à cause de son attachement à ses opinions, ses objectifs et ses idéaux.

Il n'y a eu aucun procès pour l'exécution de chacun d'entre eux. Il suffisait que la commission de la mort reconnaisse que la ou le prisonnier restait toujours fidèle à ses opinions. De très nombreux partisans de l'OMPI hors des prisons ont été arrêtés et exécutés durant cette période. Il ne fait aucun doute que le but de cette tuerie était la destruction totale d'un courant politique et social.

Selon ce décret, non seulement le sang des Moudjahidine du peuple n'a aucune valeur, mais même ces martyrs ont été privés de pierre tombale et celles et ceux qui ont été exécutés sont pour la plupart enterrés dans des fosses communes. Qui plus est, les pères et mères, enfants et conjoints ne connaissent pas le lieu de sépulture de leurs proches.

Des dizaines de ces fosses communes ont été identifiées. Mais le régime essaie de détruire ces charniers, y compris au cimetière de Khavaran, en bordure de Téhéran, et de détruire les traces de ce grand crime. Au cours de ces quatre décennies, cette décision a été la base de tous les crimes commis contre l'OMPI.

Le but du régime, détruire la Résistance

Des années après le massacre, le mollah Raïssi, l'actuel président du régime, a déclaré que quiconque appartient à cette organisation, c'est-à-dire à cette cause, est condamné à mort.

Il y a quatre ans, Mostafa Pourmohammadi, membre de la commission de la mort lors du massacre de 1988 et ancien ministre de l'Intérieur et de la Justice du régime, a déclaré : « Nous n'avons pas encore réglé le compte de l'OMPI ». Depuis quatre décennies, le mot d'ordre principal du régime est « mort aux Hypocrites » qui se répète dans toutes les cérémonies officielles sans exception. « Hypocrites » est le terme qu'il utilise pour l'OMPI. Dans ses relations avec chaque gouvernement dans le monde, il a fait des relations des pays avec l'OMPI, sa ligne rouge majeure.

Quel était le but de toutes ces attaques, bombardements à la roquette, blocus médical et meurtres de prisonniers menottés à Achraf et à Liberty en Irak ? Aujourd'hui, pourquoi les mollahs ont-ils fait d'Achraf-3 en Albanie la cible de leurs conspirations ? Achraf-3 compte un millier d'anciens prisonniers politiques, y compris des témoins du massacre de 1988. Ils incarnent quatre décennies de résistance contre ce régime et de fidélité à la défense de la liberté.

La présence d'un millier de femmes combattantes qui ont défié l'intégrisme et la misogynie des mollahs en Iran comme à l'étranger, est une source d'inspiration pour des dizaines de millions d'Iraniennes visées par la répression incessante du régime.

Par le chantage et le mensonge, le régime cherche à priver les résistants d'Achraf-3 de leurs droits fondamentaux et à jeter les bases de leur destruction.

Le 20 juin dernier, en menaçant et en faisant pression sur le gouvernement albanais, il a déclenché une attaque non provoquée contre Achraf, qui a conduit à la mort d'un membre de l'OMPI et a fait de nombreux blessés.

Et pourquoi l'appareil judiciaire des mollahs a-t-il mis en examen plus de 100 responsables et membres de cette résistance, réfugiés depuis de nombreuses années dans des pays européens, dont l'Albanie ? Il est certes très clair que l'objectif est à nouveau de monter des dossiers pour faire pression et jeter les bases d'attentats terroristes contre eux.

L'objectif principal est le même qu'il y a 40 ans. La destruction d'un mouvement de résistance et la confrontation avec la cité d'Achraf, qui est le symbole de la fidélité à ses convictions dans l'histoire contemporaine.

Une lueur qui éclaire les rangs des insurgés

Aujourd'hui, au bout de 35 ans, les théoriciens du régime disent : « Nous devons savoir que la question des Moudjahidine du peuple est la question du jour pour nous. » Et ils disent : « Nous devons nous assurer que les jeunes de la génération d'aujourd'hui ne cherchent pas à rejoindre l'OMPI. »

Khomeiny et son régime n'ont pas réussi à bloquer la voie de la résistance et du soulèvement et n'ont pas pu faire de la contrainte et des ténèbres le destin éternel du peuple iranien.

A présent, ce sont les enfants courageux de notre patrie qui, selon Massoud Radjavi, "écrivent le destin de l'Iran avec le soulèvement dans le domaine du sacrifice et de la lutte".

Les victimes du massacre de 1988 qui sont allés dans les salles de pendaisons dans un défilé sanglant, sont la première lueur éclairant les rangs des insurgés pour la liberté.

Aujourd'hui, le mouvement pour la justice allume les torches de leur sacrifice et conduit la génération qui s'est levée à la suite de ces martyrs vers le soulèvement et le renversement.

Le mouvement pour la justice est un mouvement dans lequel le sang des victimes du massacre de 1988, des 1500 martyrs du soulèvement de 2019 et des 750 martyrs du soulèvement de 2022-23, reste vif et appelle la population à se lever et à résister. C'est un mouvement qui durera jusqu'au renversement de ce régime. Au niveau international, il est temps de mettre fin à l'impunité de 40 années des dirigeants du régime contre les poursuites judiciaires et les châtements pour génocide et crime contre l'humanité.

Khamenei, Raïssi, Eje'i et les autres responsables du massacre de 1988 et ceux qui ont ordonné de tuer de jeunes Iraniens lors des soulèvements de ces dernières années, en particulier les commandant des Gardiens de la révolution, devraient être jugés par un tribunal international.

Le guide suprême du régime, son président, son chef du judiciaire, le président de son parlement et les chefs des pasdarans et des organes de sécurité ont tous participé aux crimes contre l'humanité depuis les premières années de ce régime. Le procès de ces criminels sera porteur du message de la justice aux peuple du monde.